



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

D G S

18739

DGS INTERNATIONAL S.A.

Jubileumlaan 75 - B-9000 GENT/BELGIUM

Tel. (091) 25.22.11 - Telex 12645 dgs b

Telefax (091) 33.01.21

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR
LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)**

GOVERNEMENT DU BURKINA FASO

**DEFINITION D'UNE POLITIQUE ET D'UNE STRATEGIE
NATIONALES DE MAINTENANCE INDUSTRIELLE
A BURKINA FASO**

PROJET XP/BKF/90/057

**SEMINAIRE NATIONAL DE SENSIBILISATION
ET DE REFLEXION SUR LA PROBLEMATIQUE
DE LA MAINTENANCE**

RAPPORT FINAL *

Novembre 1990

37

ETABLI PAR DGS INTERNATIONAL S.A. SOUS CONTRAT 90/077

* Ce rapport n'a pas fait l'objet d'une rédaction finale par l'ONUDI

**PROJET DE RAPPORT FINAL
XP/BKF/90/057****TABLE DES MATIERES**

	<u>PAGE</u>
1. INTRODUCTION	1
2. DEROULEMENT DE LA MISSION	1
3. REMERCIEMENTS	2
4. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	3
4.1 Résultats du séminaire national de sensibilisation	3
4.2 Politique et stratégies nationales de maintenance	4
4.3 Plan d'actions	5
5. PROJET ONUDI : ASSISTANCE A LA CREATION D'UNE STRUCTURE D'APPUI EN MATIERE DE MAINTENANCE	7
6. ANNEXES	9

1. INTRODUCTION

Suite à la deuxième consultation sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle organisée en septembre '87 par l'ONUDI, la représentation du Burkina Faso a largement contribué aux travaux et aux recommandations concernant la stratégie nationale de maintenance et la création de capacités nationales d'ingénierat de conseil en maintenance.

Le gouvernement a ensuite formulé une requête auprès du PNUD, sollicitant une assistance de l'ONUDI pour la définition d'une politique et stratégie nationales de maintenance.

Dans le cadre du projet XP/BKF/88/080, exécuté en 1989, l'ONUDI a financé un diagnostic à l'échelon national devant servir de base à la définition d'une politique et stratégie nationales.

Suite à ce diagnostic, l'ONUDI a financé et exécuté une phase II (projet XP/BKF/90/057) pendant le deuxième semestre 1990. Cette phase II dont le point culminant a été l'organisation d'un séminaire de sensibilisation et de réflexion les 16 et 17 octobre 1990 à Ouagadougou, avait pour but de dégager les lignes directrices d'une stratégie nationale de maintenance et d'analyser avec les opérateurs économiques, l'opportunité de créer une institution d'appui en matière de maintenance industrielle.

L'ONUDI a fait appel à la société DGS INTERNATIONAL pour la mise à disposition de l'expertise nécessaire, pour l'exécution de la Phase II sus-mentionnée.

Le présent rapport est le rapport final de la phase II, tel que prévu par le contrat de sous-traitance n° 90/077 entre l'ONUDI et DGS INTERNATIONAL.

2. DEROULEMENT DE LA MISSION

La mission de l'ONUDI/DGS, s'est déroulé en plusieurs étapes :

- a) mission préparatoire du 3 au 9 juin 1990, faite par C.DECLERCQ; cette mission avait pour but de fixer avec la contrepartie le programme définitif du séminaire ainsi que le choix des intervenants. En outre les actions d'ordre organisationnel, logistique et publicitaire ont été arrêtées. Un rapport intermédiaire a été produit à cette occasion et transmis au PNUD, à l'ONUDI et au Gouvernement.
- b) organisation d'un voyage d'étude pour un cadre de l'Administration Burkinabé afin d'approfondir la mise en oeuvre et le fonctionnement de structures d'appui en matière de maintenance dans d'autres pays.

Le voyage d'étude a été effectué du 3 au 24 sept. 1990 par Mme SAFYATOU BA, du Ministère de la Promotion Economique, Direction du Développement Industriel.

Le voyage d'étude portait sur les activités suivantes :

- participation pendant 1 semaine à un séminaire sur la gestion de la maintenance, organisé par DGS dans ses bureaux en Belgique
 - visite pendant 1 semaine de l'INMA (Institut d'études et de recherches en maintenance) en Algérie. Cet institut fait l'objet d'une assistance ONUDI
 - visite pendant 1 semaine du projet ONUDI "Structure d'appui en maintenance industrielle" à Madagascar.
- c) voyage d'étude d'un ingénieur Burkinabé (Mr. OUANGRAOUA) ayant pour but sa préparation à donner des interventions sur le séminaire national de sensibilisation. Cette préparation a été réalisée par sa participation à un stage de 4 semaines, organisé par DGS en Belgique, ainsi que par la visite de quelques entreprises et bureaux d'étude. Le stage traitait de la gestion maintenance et avait une composante importante de formation d'animateurs de séminaires.
- d) organisation à Ouagadougou, les 16 et 17 octobre 1990, d'un séminaire national de sensibilisation et de réflexion à la maintenance.
Mission de MM DE GROOTE (du 14 au 19 oct. 1990) et MEERS (du 7 au 19 oct. 1990)
- e) production d'un rapport final comportant les conclusions et recommandations des participants aux séminaire (du 22 au 31 oct. 1990)
- f) rédaction d'un cadre de formulation de projet et d'un document de projet, portant sur une assistance future de l'ONUDI en matière de maintenance industrielle (du 22 au 31 oct. 1990)

3. REMERCIEMENTS

La mission tient à remercier de leurs services et supports l'ensemble des organisations, administrations, entreprises et personnes, qui ont rendu possible au consultant d'effectuer sa tâche.

En particulier, la mission remercie les personnes suivantes :

- Mr. Thomas SANOU, Ministre de la Promotion Economique
- Mr. Zama BANHORO, Directeur du Développement Industriel
- Mr. METCALF, représentant résident du PNUD
- Mr. TOUROU, fonctionnaire de l'ONUDI
- Mr. OUANGRAOUA, consultant national
- Mme. Safyatou BA, Ministère de la Promotion Economique

4. CONCLUSIONS AND RECOMMANDATIONS

4.1 Résultats du séminaire national de sensibilisation

Le séminaire national de sensibilisation et de réflexion à la maintenance industrielle s'est déroulé à Ouagadougou, les 16 et 17 oct.'90 et a connu un grand succès.

Ouvert par le Ministre de la Promotion Economique et le Ministre du Plan et de la Coopération en présence de membres du Gouvernement, du corps diplomatique et des organisations internationales, près de 80 cadres d'entreprises ont participé aux travaux. En outre le séminaire a été largement couvert par la presse écrite, la radio et la télévision Burkinabé.

Les documents suivants ont été repris en annexes :

- liste des participants (annexe 1)
- programme du séminaire (annexe 2)
- allocution d'ouverture de Mr. le Ministre de la Promotion Economique (annexe 3)
- allocution d'ouverture du Représentant Résident du PNUD (annexe 4)
- allocution de clôture du représentant du Ministre de la Promotion Economique (annexe 5)
- allocution de clôture du représentant du R.R. du PNUD (annexe 6)
- liste du comité d'organisation et des intervenants (annexe 7)
- articles de presse (annexe 8)

A la fin du séminaire, les participants ont rédigé un rapport de conclusions et recommandations. Ce rapport contient également les grandes lignes d'un plan d'actions, dont les détails sont développés dans le chapitre 4.3.

Ci-dessous sont repris les 9 points du plan d'actions proposé :

1. La définition d'un Plan National de Maintenance
2. La mise en place d'un processus de promotion et de sensibilisation
3. La fourniture de conseils et d'assistance technique
4. La garantie de la formation des ressources humaines
5. La rationalisation de l'acquisition des équipements
6. La promotion de la fabrication nationale des pièces de rechange et leur reconditionnement
7. La promotion d'un ingénierat de conseil national
8. La création et le renforcement d'une structure d'appui et de restructuration en matière de maintenance
9. La mise en oeuvre d'actions diverses et ponctuelles

Le rapport des participants est repris en annexe 9.

4.2 Politique et stratégie nationales de maintenance

Suite au diagnostic qui a été fait par l'ONUDI dans la première partie du projet (rapport remis en juin 89) et à la lumière des travaux faits par les participants durant le séminaire, le besoin d'une politique et stratégie nationales de maintenance a clairement été constaté.

La politique nationale de maintenance devrait être une composante de la politique de développement du Burkina Faso.

La politique de maintenance s'adresse à 2 niveaux: le gouvernement et les opérateurs économiques

Au niveau du Gouvernement, la politique nationale de maintenance vise 2 grands axes :

1. augmentation de la production actuelle
2. sauvegarde de la production dans l'avenir.

Afin de réaliser cette politique, une stratégie de mise en oeuvre a été proposée et qui repose

à court terme sur

- la disponibilité des ressources humaines
- la disponibilité de la documentation technique
- une meilleure organisation/gestion des services de maintenance
- l'amélioration de la situation des pièces de rechange
- la mise à disposition des moyens financiers suffisants
- l'amélioration de l'interface avec d'autres opérateurs

à moyen terme sur

- des dispositions à prendre lors de négociations contractuelles pour de nouvelles réalisations ou réhabilitations d'usines
- l'extension ou la création de capacités de maintenance
- la définition d'une politique de développement de ressources humaines.

Au niveau des opérateurs économiques, la stratégie de maintenance repose sur

- la sensibilisation de la Direction Générale et des Directions d'unités de production
- la définition d'une politique d'acquisition d'équipements
- la position haute de la maintenance dans la structure hiérarchique de l'entreprise
- l'organisation efficace des services de maintenance
- l'allocation de budgets réalistes
- le recrutement de personnel qualifié
- la sensibilisation dans l'entreprise (opérateurs de machines et maintenanciers)
- la définition d'une politique de formation
- l'échange d'expériences/informations entre entreprises

4.3 Plan d'actions

A la suite des débats entre les participants, un plan d'actions composé de 9 points a été présenté.

1. La formulation d'un Plan National de Maintenance

- le faire accepter par tous les opérateurs économiques
- en assurer une large diffusion
- établir des plans sectoriels de maintenance
- créer un Comité National de Maintenance

2. Actions de promotion, de sensibilisation et de concertation

- création d'un groupe consultatif concernant les meilleures méthodes de sensibilisation
- campagne de promotion et de sensibilisation à la maintenance
- échange d'informations-concertations entre opérateurs et pouvoirs publics

3. Conseils et assistance aux entreprises dans les domaines suivants

- autodiagnostic de maintenance
- organisation
- gestion des stocks
- documentation technique
- informatisation
- fabrication de pièces de rechange
-

4. Formation de ressources humaines

- recensement des besoins et capacités de formation
- établissement de programmes
- formation de cadres
- formation des ouvriers (maintenanciers et opérateurs)
- formation de formateurs
- mise en place d'un groupe consultatif composé de divers opérateurs économiques et organismes de formation afin de définir une politique nationale de formation en maintenance
- recherche de sources de financement

5. Acquisition d'équipements et réhabilitation

- conseils et assistance aux projets de réhabilitation et de nouvelles réalisations
- préparation de la fonction maintenance dès les études de préinvestissement
- introduction de clauses dans les cahiers des charges, visant à assurer la maintenance

6. Fabrication locale et reconditionnement de pièces de rechange

- recensement des capacités locales de fabrication de pièces
- étude des besoins en pièces fabricables localement
- promotion de la fabrication locale et du reconditionnement par
 - une assistance aux ateliers
 - l'extension/modernisation de capacités existantes
 - la création de nouvelles capacités

7. Développement de l'ingénierat de conseil national et structure d'appui en matière de maintenance

- formation de capacités de conseil et d'assistance dans les divers domaines de la maintenance
- formation d'animateurs de maintenance
- création d'une structure de promotion/concertation, de coordination, de conseil, d'assistance technique et d'information au service des entreprises et organismes, utilisateurs d'équipements et l'administration
- définition du statut juridique
- définition de l'organisation interne et du fonctionnement de la structure

8. Actions diverses et ponctuelles

- études de standardisation et de normalisation d'équipements et de pièces
- définition d'une stratégie de coopération internationale en maintenance
-

La mise en oeuvre des actions proposées devrait être animée et rendue possible à travers la création de la structure (institution) d'appui en matière de maintenance proposée ci-dessus.

Cette institution serait chargée des tâches suivantes :

- ingénierat de conseil
 - conseils aux entreprises
 - assistance technique à la mise en oeuvre
- formation de cadres d'entreprises
 - séminaires
 - bourses spécialisées
 - études de recensement des besoins et capacités
- promotion/sensibilisation
 - administration
 - entreprises
 - autres opérateurs économiques

- concertation
 - entre opérateurs et pouvoirs publics
- information
 - centre de documentation
 - lieu de rencontre entre maintenanciers
 - échange d'expériences et d'informations
- coordination des actions proposées

5. MISE EN PLACE DE SYSTEMES DE GESTION DE MAINTENANCE INDUSTRIELLE

Afin d'assister le Gouvernement Burkinabé dans la mise en oeuvre de la stratégie de maintenance ainsi défini, il est proposé qu'une requête soit formulée pour obtenir une assistance de l'ONUDI.

Les composantes les plus importantes de cette assistance sont les suivantes :

Objectifs de développement

Augmentation de l'efficacité des moyens de production par

- l'amélioration de la disponibilité technique des équipements
- la diminution de dépenses en devises
- le développement de ressources humaines en matière de maintenance

Objectifs immédiats

1. Création/renforcement d'une institution de
 - promotion/sensibilisation/concertation
 - coordination
 - conseils/assistance aux entreprises
 - formation
2. Appui direct aux entreprises de production et aux acquéreurs d'équipements
3. Formation de cadres et de techniciens d'entreprises

Résultats attendus

Liés à l'objectif 1 :

1. une institution autonome, indépendante, viable, crédible, efficace, partiellement auto-financé, avec un statut juridique assurant la personnalité morale et permettant la représentation des pouvoirs publics et des opérateurs industriels

2. un noyau de trois experts nationaux, qui auront bénéficié d'une formation dans la méthodologie de la consultation en maintenance et qui sera préparé pour donner conseils et assistance
3. une campagne permanente de sensibilisation et de promotion de la maintenance au niveau national
4. un mécanisme de concertation entre pouvoirs publics et opérateurs économiques
5. deux séminaires nationaux de réflexion sur la problématique de la maintenance à Burkina Faso et sur le Plan National de Maintenance.

Liés à l'objectif 2 :

1. 3 entreprises qui auront reçu une assistance et des conseils ad hoc en maintenance
2. 3 projets d'investissement (réhabilitation ou nouvelles acquisitions qui auront reçu des conseils et assistance dans les divers domaines touchant la maintenance)
3. 3 ateliers de fabrication de pièces qui auront fait l'objet d'une assistance et d'une formation du personnel.

Liés à l'objectif 3 :

1. 50 cadres d'entreprises qui auront été formés ou perfectionnés dans la gestion de la maintenance

Un cadre de formulation de projet ainsi qu'un descriptif de projet ont été soumis avec le présent rapport.

6 . ANNEXES

1. Liste des participants au séminaire
2. Programme du séminaire
3. Allocution d'ouverture du Ministre de la Promotion Economique
4. Allocution d'ouverture du Représentant Résidant du PNUD
5. Allocution de clôture du représentant du Ministre de la Promotion Economique
6. Allocution de clôture au nom du Représentant Résidant du PNUD
7. Liste des membres du comité d'organisation et des rapporteurs
8. Articles de presse
9. Rapport des participants

LISTE DES PARTICIPANTS

SOCIETES/ORGANISMES	PARTICIPANTS	
	NOM ET PRENOM(S)	FONCTION
- Université	SANOU Pierre	Technicien en M.
	YAMEOGO Alfred	"
- SOMIMA	SAWADOGO K.Théodore	Agent de recouvrement
- SOFIB	DIALLO Sebastien	Ingénieur électromécanicien
- SONACAB	LOMPO Issaka	Directeur Technique
- SOFITEX	SEGDA Vincent	Ingénieur E.M, Chef de Div. Electricité Ad.
	KINRE Hamidou	Ingénieur EM, Chef de Div. Formation
	NAKANABO Gaoussou	T.S. MG, Chef d'Atelier
	KY André	Méc. Chef Garage Projet Motorisation.
AUSTRO		
- CENTRE V -BURKINABE	OUEDRAOGO Boukaré	Directeur
- SOFAPIL	NOMBRE Dieudonné	Chef d'Atelier
	KABORE Richard	Chef électricien
- SIFA	SOULAMA Moussa	Directeur Technique
- S T P C F	ATTIE Roger	Technicien
- A M K	OUEDRAOGO Ousmane	Chef d'atelier
	BARRY C. Prosper	Responsable
- MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION	KABRE Seydou	Conseiller Aff.Econo./DEPSI
	ZALLE Amadou	Attaché des Affaires Econo.
- MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	YAMEOGO Prosper	Chef Bur./Service Mécanisa- tion Agricole
	COULIBALY Ousmane	Chef d'Atelier /PMEA
	COULIBALY Kencourou	Chef Projet M.F.A.
		.../...

LISTE DES PARTICIPANTS

SOCIETES/ORGANISMES	PARTICIPANTS	
	NOM ET PRENOM(S)	FONCTION
- SOPAL	KI Kikero Ali	Electrotechnicien
- BUMIGEB	SAWADOGO Salifou	Mécanicien
	KONDE Abdul Karim	Mécanicien foreur
- G.M.B	LAMIZANA J. Olivier	Chef d'entretien
	OUATTARA Bassiriki	Responsable Centrale Elec- trique
- SONABEL	PALE Blaise	Chef de Département Adjoint
	KIENTEGA Benoit	Chef de production
- SOBBRA	RUMMELHART	Chef d'entretien
- C B T M	TOE Patrice	Responsable Production et Maintenance
- FASO FANI	OUOBA Moussa	Ingénieur Electricien, Responsable E.G.
	KOLOGO Maurice	C/Chef Atelier Mécanique
	ONADJA Maldia	Chef Equipe Electricien
	ZONGO Mathieu	C/Chef Atelier Filature
	ABOU Paulin D.	C/Chef Atelier Tissage
- S B M C	OUEDRAOGO Isoplea	C/Section Maintenance
- TECHN.-EAU-TERRE	BADO Jeanne	Co.Gérante
- SINAC	KABORE Adrien	Responsable Service Entretien
- S A P	OUEDRAOGO Amadou	Chef de section M.G.
- SOMICOB	TAHO Amadé	Directeur Général
- SICOMAF	KABORE Louis Germain	Directeur Technique
- I P C	OUATTARA Longo Maxime	Chef maintenance
- COVEMI	TIENDREBEOGO J. Maxime	Chef de Fabrication
- SOVICA	ZOUNGRANA P. Romain	Directeur Technique
		.../...

LISTE DES PARTICIPANTS

SOCIETES/ORGANISMES	PARTICIPANTS	
	NOM ET PRENOM(S)	FONCTION
- C N E A	POGOGNE J. Marie	Directeur Technique
- S A C	ZIGANI Moïse	Directeur Commercial
- MEDIFA	PARE Michel	Rresponsable maintenance
- PROJET CERAMIQUE	KOALA Boukary	Electronicien
- RNTC REGIE X9	BAMBARA Sibiri	Directeur technique
- FASOPLAST	OUEDRAOGO Salifou	
- SHSB	BAKO Fortuné	
- SCFB	OUATTARA Soungalo	Chef Département Matériel Remorque
	ZAONGO Félix	Chef Département Matériel Moteur
	ZOUNGRANA Benoit	Chef Département Télécom . et Signalisation
- MESSRS	THIOMBIANO Patindé	Directeur de l'Enceignement Secondaire et Technique
	BENGO Y. Augustin	DEST/Chef Service Formation continue
	BARRY Modibo	Universitaire
- MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION	OUATTARA Karamoko	
- MINISTERE EQUIPE- MENT	BUDE K.	Direction Matériel
	SABA Y.	
	OUEDRAOGO S.B.	
	MAÏGA Seydou	
- MINISTERE PRECO	OUEDRAOGO Amado	Direction du D.I.
	BA Safyatou	
	OUNGRAOUA Lansané	
	DE Groot	
	MEERS	
- BRAKINA	ITTEL	

.../...

LISTE DES PARTICIPANTS

SOCIETES/ORGANISMES	PARTICIPANTS	
	NOM ET PRENOM(S)	FONCTION
- ONUDI	TOUROU	
- DG PIMC/CAPRO	GUIEBRE Sylvestre	Ingénieur électromécanicien
- CHAMBRE DE COMMERCE	LAFONT Hervé	
- CENATRIN	BEJEM Rédo KABORE Emmanuel	Chef de Salle Adjoint Technicien de Maintenance
- SIBEA	BADJUM Pascal	Chef de production
- Particulier	YAMEOGRO Jean de Dieu	Ingénieur Maintenance des Equipements Alimentaires
- Lycée Technique	Traoré Malik Gougo Sibiri	
- CEAO	BENE Nathanaël	Chef de division de la Promotion Industrielle
- IRI	Traoré Jean Adama Dawadogo Drissa Bapama Issaka	
-	Etienne MONTESSIERO	Chargé de la presse et de l'informatique
- Ambassade (BEN)	Y. KINKINE V.	Secrétaire
- SIBEA	THEM FONIA Tony	Ingénieur Technique

SEMINAIRE NATIONAL SUR LA MAINTENANCE INDUSTRIELLE**Ouagadougou 16-17 oct 1990****HOTEL INDEPENDANCE****PROGRAMME DE TRAVAIL****Mardi 16 Octobre 1990**

- 07H30 - 09H00 : Enregistrement des participants
- 09H00 - 09H30 : Cérémonie d'ouverture sous la présidence du Ministre de la Promotion Economique
- 09H30 - 11H00 : Introduction par M. DE GROOTE, Consultant ONUDI
- Problématique de la Maintenance dans les pays en environnement difficile par :
MM. DE GROOTE - OUANGRAOUA.
- 11H00 - 11H30 : Pause; Café/thé.
- 11H30 - 13H00 : La fonction Maintenance par M. DE GROOTE.
- 13H00 - 15H00 : Pause.
- 15H00 - 15H30 : L'organisation de la Maintenance au sein de l'usine par :
M. RUMMELHART, Chef d'entretien à SO.B.BRA.
- 15H30 - 16H00 : La documentation technique des équipements par :
M. BAKO Fortuné, Directeur Technique de S.H.S.B.
- 16H00 - 16H30 : La gestion des pièces de rechange par :
M. ITTEL, Directeur Technique de BRAKINA.
- 16H30 - 17H00 : Pause; Café/thé.
- 17H00 - 18H00 : Table ronde.

Mercredi 17 Octobre 1990

- 08H30 - 08H45 : Introduction par M. DE GROOTE
- 08H45 - 09H15 : Les ateliers mécaniques et la fabrication des pièces de rechange par :
M. BARRY C. Prosper, Directeur AMK.
- 09H15 - 09H45 : Les dispositions à prendre lors de l'achat de nouveaux équipements par :
M. OUEDRAOGO Salifou, Directeur Technique de FASOPLAST.
- 09H45 - 10H15 : L'enseignement technique et le Développement Industriel par :
M. THIOMBIANO Patindé, Directeur de l'Enseignement Secondaire
et Technique.
- 10H15 - 10H45 : Pause / Café.
- 10H45 - 11H45 : Table ronde.
- 11H45 - 12H30 : La Politique et la Stratégie Nationale de Maintenance Industrielle par :
MM. DE GROOTE - OUANGRAOUA.
- 12H30 - 13H00 : Débats.
- 13H00 - 15H00 : Pause.
- 15H00 - 16H00 : Conclusions et recommandations; Rapport final.
- 16H00 - 16H30 : Pause; Café/thé.
- 16H30 - 17H00 : Cérémonie de clôture (DDI).
- 17H00 - 18H00 : Cocktail de clôture.

**PROJET DE DISCOURS DU CAMARADE MINISTRE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE
A L'OCCASION DE L'OUVERTURE DU SEMINAIRE NATIONAL DE SENSIBILISATION
DE REFLEXION ET D'ECHANGES D'EXPERIENCES SUR LA PROBLEMATIQUE DE
LA MAINTENANCE AU BURKINA FASO.**

- Camarade Secrétaire du Comité Exécutif du Front Populaire chargé du Développement Industriel
- Camarades Membres du Gouvernement Révolutionnaire
- Camarade Haut Commissaire, Président du PRP de la Province du Pôdiogo
- Messieurs les Représentants du Corps Diplomatique
- Messieurs les Représentants des organisations internationales et interafricaines,
- Monsieur le Représentant du Directeur Général de l'ONUDI,
- Camarades Directeurs et chefs de service,
- Camarades Seminaristes
- Militantes et militants de la RDP.

En 1988, une enquête menée par DGS International nous révélait utilement que la situation critique de nos entreprises tant publiques que privées était liée dans une large mesure, au défaut de maintenance au niveau de l'outil de production. La connaissance ainsi acquise de l'une des causes fondamentales de la non performance de nos outils de production commandait, de la part des pouvoirs publics, une réflexion et une réaction à la hauteur du mal qui mine nos efforts de production. Cette réflexion et cette réaction se révèlent d'autant plus indispensables que le Burkina Faso dans un contexte de crise économique généralisée, entend imprimer à la vie économique nationale un souffle nouveau et un dynamisme proportionné aux attentes des masses. C'est pourquoi, le Ministère de la Promotion Economique, en collaboration avec l'ONUDI, a initié un projet intitulé "Définition d'une politique et d'une stratégie nationale de maintenance industrielle au Burkina Faso".

.../...

Mesdames, Messieurs, Camarades Séminaristes, le présent séminaire s'inscrit en droite ligne de ce projet d'importance.

En l'organisant, les pouvoirs publics entendent requérir les avis des acteurs économiques aux fins de définir une politique nationale appropriée de maintenance.

Le constat qui ressort de l'enquête citée plus haut nous donne l'ampleur du problème de la maintenance au niveau des entreprises.

D'une manière générale, la maintenance au sein des unités de production^{se} caractérise par :

- un sous-équipement quantitatif et qualitatif des services de maintenance ;
- un manque de personnel qualifié et d'esprit de maintenance lié à l'absence de tradition industrielle ;
- une documentation technique absente ou incomplète et parfois inexploitable ;
- des difficultés d'approvisionnement en pièces de rechange
- la non maîtrise des coûts de maintenance ;
- l'inexistence d'une politique de renouvellement du matériel et des équipements ;
- la non définition des postes dans les services de maintenance ; etc, etc...

En outre la maintenance est généralement considérée comme une fonction de dépannage et de réparation.

Ce sont là autant de lacunes graves qui d'une manière ou d'une autre, contribuent à compromettre la productivité de l'entreprise burkinabè et ce faisant à déprécier sa compétitivité.

.../...

Face à ce diagnostic accablant pour l'économie industrielle il est urgent de prendre des mesures pour améliorer la maintenance de l'outil de production.

Ceci a été perçu par la réunion de la Commission du Peuple chargée du secteur Ministériel (CPM) du Ministère de la Promotion Economique tenue à Bobo Dioulasso les 15, 16 et 17 février 1990 qui n'a pas manqué de souligner l'impact des difficultés de la maintenance sur la compétitivité des entreprises locales.

Aussi devra-t-il être désormais compris que la maintenance a une place de choix dans le tableau de bord des indicateurs de chaque unité industrielle, sachant qu'elle joue un rôle de premier plan dans le rendement de l'outil de production et qu'elle conditionne l'optimisation et la performance des entreprises.

C'est vous dire, Camarades Séminaristes, la nécessité qu'il y a, à l'heure actuelle de définir une politique en matière de maintenance industrielle tant au niveau national, qu'au niveau des entreprises.

A cet égard, les conclusions de vos travaux sont attendues avec beaucoup d'intérêts. Par conséquent, je vous invite à des discussions fructueuses pendant les deux jours que durera le séminaire, mais surtout à échanger sans réserves vos expériences en matière de maintenance afin que l'appareil de production en tire profit à l'échelon national.

Il est permis de penser qu'au regard de l'intérêt partagé du thème d'une part, et de la qualité des participants d'autre part, les recommandations seront de nature à apporter une solution viable au problème posé.

.../...

C'est fort de tous ces espoirs que j'adresse au PNUD et particulièrement à l'ONUDI au nom du peuple militant du Burkina Faso, à celui de sa direction politique, mes vifs remerciements pour l'appui constant qu'ils apportent aux efforts du gouvernement en matière de promotion du secteur industriel.

En souhaitant plein succès à vos travaux, je déclare ouvert le premier séminaire national de sensibilisation, de réflexion et d'échanges d'expériences sur la problématique de la maintenance au Burkina Faso.

LA PATRIE OU LA MORT, NOUS VAINCRONS !

JE VOUS REMERCIE

*

SEMINAIRE NATIONAL SUR LA MAINTENANCE INDUSTRIELLE**Ouagadougou 16-17 oct 1990**

Projet de discours de Monsieur le Représentant résidant du PNUD à Ouagadougou, à l'occasion de l'ouverture du séminaire nationale de sensibilisation, de réflexion et d'échanges d'expériences sur la problématique de la maintenance au Burkina Faso

Messieurs les membres du comité exécutif du front populaire,
Messieurs les Ministres,
Excellences, Messieurs les Ambassadeurs,
Messieurs les représentants des organisations internationales et interafricaines,
Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter les bienvenus, au nom du PNUD et de l'ONUDI, ainsi que d'exprimer ma reconnaissance pour votre nombreuse participation à ce séminaire.

Conscient de son rôle maîtresse dans le développement économique et social des pays neufs, la maintenance de l'outil de production fait partie d'une des grandes priorités pour laquelle le PNUD/ONUDI contribue depuis des années avec acharnement à mettre en oeuvre des solutions aux problèmes qui se posent.

Ces problèmes ont aujourd'hui pris dans les PVD une dimension micro- et macro- économique de telle envergure, qu'il serait tout simplement irresponsable de ne pas y prêter une attention très particulière.

Ainsi le PNUD/ONUDI a répondu favorablement à la requête du Gouvernement Burkinabé, qui après sa participation à la Deuxième consultation sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle, organisée par l'ONUDI à Paris en 1987, a sollicité une assistance de l'ONUDI pour la définition d'une politique et stratégie nationales de maintenance.

Le présent séminaire est la première étape, prévue dans cette stratégie et vise en premier lieu à assister le Gouvernement Burkinabé dans sa prise de décision sur les recommandations formulées dans le cadre de la politique et stratégie nationales de maintenance. En outre, il vise à sensibiliser les centres de décision du pays, sur l'importance de la maintenance pour l'économie du pays et à les inviter à participer à la réflexion sur la mise en oeuvre de ces recommandations.

Le PNUD/ONUDI ne peut que soutenir le Gouvernement dans cette voie, qui, sur base de nos programmes analogues dans d'autres pays africains, a prouvé être efficace pour les entreprises bénéficiaires et partant, bénéfique pour l'ensemble de la population.

Excellences, Messieurs, Mesdames, Mesdemoiselles, il me reste à vous souhaiter un travail fructueux, permettant d'aboutir à la définition d'un plan d'actions concret, pratique et praticable.

Je vous remercie.

ANNEXE 5

**PROJET DE DISCOURS DU CAMARADE MINISTRE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE A
L'OCCASION DE LA CLOTURE DU SEMINAIRE NATIONAL DE SENSIBILISATION DE
REFLEXION ET D'ECHANGES D'EXPERIENCES SUR LA PROBLEMATIQUE DE LA
MAINTENANCE AU BURKINA FASO**

- Camarade Secrétaire du Comité Exécutif du Front Populaire chargé du Développement Industriel,
- Camarades Membres du Gouvernement Révolutionnaire,
- Honorables invités,
- Camarades Séminaristes,

En ouvrant le Séminaire National de Sensibilisation, de Réflexion et d'Echange d'expériences sur la problématique de la maintenance industrielle au Burkina Faso, le Ministre de la Promotion Economique avait émis le souhait de voir définir une politique de maintenance, tant au niveau national, qu'au niveau des entreprises industrielles.

A la lumière des résultats auxquels vous êtes parvenus après deux jours de réflexion, menée avec esprit de suite et de responsabilité, je puis vous rassurer de la satisfaction du même de constater que son appel a été entendu.

En effet, la stratégie de maintenance qui se dégage de vos travaux et qui consiste à mettre en place une structure nationale d'appui aux Entreprises Industrielles en matière de maintenance répond aux préoccupations du Département de la Promotion Economique.

Camarades Séminaristes, la tenue de ce Séminaire vous aura permis de prendre conscience de l'importance de la fonction maintenance dans le processus de production qui reste à la base de la richesse de notre pays.

Aussi, dès retour dans vos Entreprises respectives, je vous exhorte à mettre en application les règles et les programmes de maintenance, afin de contribuer à garantir les objectifs de notre Deuxième Plan Quinquennal de Développement Populaire.

Concernant vos recommandations, je puis vous assurer de la disponibilité du Gouvernement de mettre tout en oeuvre pour qu'elles connaissent une réalisation concrète.

Je voudrais, avant de terminer, renouveler mes remerciements au PNUD et à l'ONUDI pour l'aide qu'ils ont apporté à l'organisation de ce Séminaire.

Mes remerciements s'adressent également à tous ceux qui ont partagé leurs expériences en matière de maintenance à travers leur communication.

Je remercie enfin les participants au présent Séminaire qui n'ont ménagé aucun effort pour contribuer à la résolution des problèmes de la maintenance industrielle. En souhaitant à tous un bon retour, au nom du Ministre de la Promotion Economique, je déclare clos le Séminaire National de Sensibilisation, de réflexion et d'échanges d'expériences sur la problématique de la maintenance au Burkina Faso.

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

DISCOURS DE CLOTURE DU REPRESENTANT RESIDANT DU PNUD

Messieurs les membres du comité exécutif du front populaire,
Messieurs le Représentant du Ministre de la Promotion Economique,
Messieurs les Représentants du corps diplomatique,
Mesdames, Messieurs,

Au vu de la qualité et la pertinence des conclusions et recommandations du présent séminaire, je tiens à féliciter au nom du PNUD, l'ensemble des participants et organisateurs pour l'excellent travail qui a été effectué.

Je suis convaincu que si on arrive à mettre en oeuvre, ne serait ce qu'une partie des recommandations, le problème de maintenance dans les entreprises sera sensiblement atténué.

L'augmentation de l'efficacité des moyens de production par une meilleure maintenance est un objectif de développement du Gouvernement auquel le PNUD se rallie entièrement. Ainsi, je peux vous dire dès à présent, que le PNUD est prêt à examiner, dans les limites de ses disponibilités financières, une requête du Gouvernement visant à appuyer les actions proposées.

Mesdames, Messieurs,

Le fait d'avoir organisé ce séminaire démontre que le Gouvernement Burkinabé a pris conscience du problème d'une part, et veut contribuer à le résoudre, d'autre part.

En vue de la complexité du problème, cette tâche est un vrai défi tant pour le Gouvernement que pour les opérateurs économiques.

Je vous souhaite un plein succès.

Je vous remercie.

LISTE DES MEMBRES DU COMITE D'ORGANISATION ET DES RAPPORTEURS

Comité d'organisation

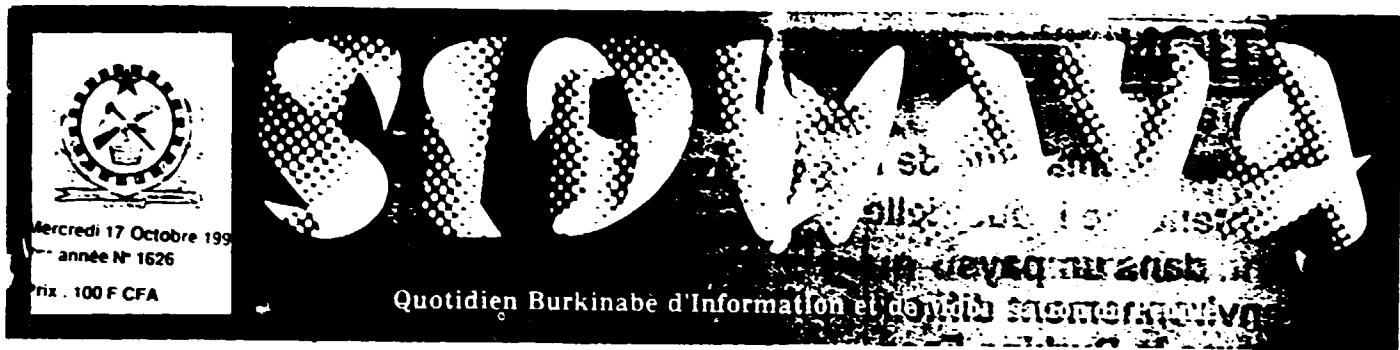
- Safyatou BA : Ministère de la Promotion Economique
- Amado OUEDRAOGO : Ministère de la Promotion Economique
- Modibo BARRY : Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
- Seydou MAIGA : Ministère de l'Equipement
- Karamoka OUATTARA : Ministère du Plan et de la Coopération
- Lucien MEERS : ONUDI/DGS

Présidium

- Safyatou BA : Président
- Modibo BARRY : Rapporteur
- Seydou MAIGA : Rapporteur
- C. Prosper BARRY : Rapporteur

Intervenants

- Patrick DE GROOTE : ONUDI/DGS
- Lansané OUANGRAOUA : Consultant national
- Jean TOUROU : ONUDI
- Serge GUILHEMOTONIA : Directeur Technique SOBBRA
- Fortuné BAKO : Chef du Service Maintenance SHSB
- ITTEL : Directeur Technique BRAKINA
- C. Prosper BARRY : Responsable AMK
- Salifou OUEDRAOGO : Chef de Production FASOPLAST
- PATINDE THIOMBIANO : Directeur de l'Enseignement Secondaire Technique



Mercredi 17 Octobre 1990
 année N° 1626
 Prix : 100 F CFA

PROVINCE DU KADIOGO

Lancement officiel du II^{ème} projet de développement urbain



Le cérémonie était présidée par le ministre d'Etat, secrétaire chargé des Affaires Régionales du comité exécutif

Six ans pour améliorer la gestion de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso

Page 3

Séminaire national sur la maintenance industrielle

Page 2

CONFERENCE SUR LA MORALISATION DE L'ADMINISTRATION

Les structures populaires sont les premiers contrôleurs

Page 5

FOOTBALL
 18^{ème} COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS
 Etalons - Black stars : 0 - 2

Le rendez-vous manqué de Kumasi



Zico au centre a passé sur la défense ghanéenne, mais il n'a pas eu le soutien nécessaire pour aller au but de ses actions

Page 13

Points de grammaire française

Ni l'un ni l'autre (ni l'une ni l'autre).

Après ni l'un ni l'autre, ni l'une ni l'autre, il n'y a plus de conjonction, le verbe se met au singulier au pluriel. Ni l'un ni l'autre, ministère n'a été saisi de la question. Ni l'une ni l'autre hypothèse n'est plausible.

Mais si on n'empêche ni l'un ni l'autre, ni l'une ni l'autre, l'ajout de la conjonction qui se fait dans la phrase. Ni l'un ni l'autre, ministère n'ont été saisis de la question. Ni l'une ni l'autre hypothèse ne sont plausibles.

Après ni l'un ni l'autre (ni l'une ni l'autre), il n'y a plus de verbe pour se mettre au singulier ou au pluriel. Ni l'un ni l'autre ne veulent me croire. Ni l'un ni l'autre ne voudraient me croire. Ni l'une ni l'autre n'est venue. Ni l'une ni l'autre ne sont venues.

Mais le pluriel est le plus fréquent. Ils ne sont venus ni l'un ni l'autre.

Si on les saisis de la question, ni l'un ni l'autre, ministère. Ni l'un ni l'autre ne sera nommé secrétaire général de ministère. Ni l'une ni l'autre n'est sa mère.

Il n'y a plus d'antécédent de ce premier. Il n'y a plus de conjonction. Il n'y a plus de verbe. Il n'y a plus de sujet. Il n'y a plus de phrase. Ni l'un ni l'autre.

Yves M. 1990

TRIBUNE

De la problématique de la maintenance industrielle dans un pays à environnements difficile comme le Burkina Faso

Le nouvel ordre économique mondial que réclament avec beaucoup d'insistance les pays en développement, implique la création d'industries modernes et variées dans ces pays. La tradition de ces pays les orientait naturellement, jusqu'à ce jour, plutôt vers l'agriculture et l'artisanat. Ces pays nouveaux ont de grandes ambitions justifiées du reste et ne se contenteront pas d'un rôle d'un simple consommateur ou fabricant intermédiaire. Ils aspirent à accéder dans les meilleurs délais à une technologie de pointe qui leur permettra de lutter à armes égales au niveau de la concurrence internationale.

Les pays en développement possèdent-ils les moyens de leur ambition légitime pour l'objectif visé ?

L'expérience d'industrialisation de quelques jeunes pays depuis les décennies d'indépendance permet d'apprécier les multiples difficultés qu'ils ont rencontrées et qu'ils rencontrent encore dans le domaine de la maîtrise des technologies, dans leurs contenus et modalités d'exécution et qui ne sont généralement pas conçues et destinées à ces pays.

En particulier la maintenance des équipements industriels a souffert considérablement de cette déficience qui a été le plus souvent la cause principale de l'échec de maints projets, quelquefois même avant qu'ils aient eu un début d'exécution.

La fonction maintenance tant au niveau national qu'au niveau des entreprises doit être considérée avec le plus haut intérêt et à plus haute importance.

Une stratégie et une politique de maintenance industrielle dans un pays comme dans une entreprise permet à coup sûr d'une part d'optimiser le rendement de toutes les activités à tous les niveaux et d'autre part, d'engager un dialogue permanent sur une base chiffrée, entre l'utilisateur des installations et le constructeur. Ce dialogue est d'autant plus nécessaire et utile qu'il constitue le principal moteur ou catalyseur du progrès technologique. Dans les pays à environnements difficile, comme le Burkina Faso, les installations et matériels acquis fonctionnent mal parce qu'ils sont réalisés pour d'autres conditions d'exploitation. Le plus grave est que nos mauvaises expériences accumulées dans le fonctionnement passé de nos installations n'ont jamais été soumises à analyses afin de tirer des leçons, de telle sorte que d'autres installations acquises et construites plus tard et récemment, présentent les mêmes défauts d'exploitation.

Il est très important de recueillir de bonnes et de transmettre l'information reste donc à faire et ceci ne pourra l'être de façon efficace que grâce à une réelle

prise en compte de la fonction maintenance, qui du reste prend de plus en plus un caractère tranchement productif.

La problématique de la maintenance industrielle est d'actualité dans les pays industrialisés, mais elle se présente avec plus d'acuité dans les pays en développement en raison :

- des installations ou équipements qu'ils acquièrent et qui leur sont fournis très souvent par la formule "clé en main" ou "produit en main", quelquefois par plusieurs fournisseurs ou constructeurs qui ne se soucient guère de la standardisation de leur matériel.

Ce manque de standardisation est aggravé par l'utilisation de différentes normes, parfois même contradictoires et ou émanant de divers pays. On assiste donc à des réceptions difficiles, des difficultés de montage, à un gonflement irrationnel des stocks de pièces de rechange. Les tâches des exploitants se trouvent de ce point compliquées et lourdes, d'autant plus que généralement le concepteur n'attache qu'une faible attention à la maintenabilité des installations.

Il faut aussi noter que nos pays négligent la phase de fourniture des éléments d'installations, leur montage et leur mise en route. De ce fait, ils se privent aussi d'une expérience qui équivaut à une formation à l'étranger et mettent bien évidemment le personnel de la maintenance devant "un fait accompli".

A ces problèmes il faut ajouter le manque de documentation technique, base élémentaire de toute acte de maintenance (qu'il soit correctif, conceptuel ou préventif) et la problématique des pièces de rechange qui cause les plus grands soucis aux exploitants d'installations techniques dans un environnement ; à tradition non-industrielle comme le Burkina Faso.

En ce qui concerne le cas spécifique du Burkina Faso, le constat a été que dans tous les secteurs d'activités d'un pays, de sérieux et réelles difficultés se présentent pour le ravitaillement en pièces détachées en vue de la maintenance des engins et véhicules servant les transports, l'exécution des projets des infrastructures, le fonctionnement des unités de production et l'appareil administratif.

Ces difficultés sont dues, essentiellement :

- au coût de revient très élevé des pièces détachées vendues au Burkina Faso

- aux très longs délais de leur achèvement des lieux de production aux lieux d'utilisation

- les difficultés constituent un véritable handicap pour l'exécution rationnelle des tâches programmées dans tous les domaines d'activité du pays. En outre, les pièces détachées étant toutes importées, gene-

ralement des pays occidentaux et autres pays étrangers très lointains, le Burkina Faso, enclavé, loin des façades maritimes subit d'énormes hématémies de devises qui lui sont vitales pour ses énormes besoins de développement. Une étude a été menée sur le problème et a permis de conclure que :

- le parc d'engins, de véhicules, de transports et autres installations mécaniques du Burkina Faso est très important et demande un suivi et une maintenance régulière, rationnelle et efficace afin de permettre l'exécution correcte des programmes de développement de tous les secteurs d'activités du pays et notamment ceux prévus au niveau du programme d'action du Front populaire.

- La gestion de ce parc rencontre d'énormes difficultés en raison de causes économiques liées à la dépendance du pays de l'étranger notamment pour ce qui concerne les machines pour atelier, le matériel roulant et autres et surtout l'approvisionnement en pièces détachées, etc.

En outre, les structures de gestion ont généralement des capacités incertaines mais leur organisation manque souvent de rationalité et le personnel demande à être plus performant. L'état actuel de leur organisation les rend quelque peu incapable de suivre l'évolution technologique et diminue de ce fait leur efficacité.

En ce qui concerne le problème spécifique des pièces détachées, qui est crucial, on remarque que les services d'approvisionnement de ces structures n'ont pas de choix à faire avec les fournisseurs de la place. Il n'y a le plus souvent qu'un seul fournisseur pour une marque donnée, ce qui entraîne une impossibilité de discuter du prix et des conditions de livraison.

Quelquefois on constate dans certains magasins d'approvisionnement que les besoins en pièces de rechange ne sont pas planifiés ; ce qui entraîne des embouteillages qui ne permettent pas de satisfaire correctement les demandes. Il convient de noter, à ce niveau, un manque de personnel qualifié, ce qui contribue à créer un surcroît de travail aux agents.

Des structures de suivi, d'entretien et de maintenance existent et peuvent satisfaire les besoins d'un marché potentiel très important à condition que certaines mesures administratives appropriées soient prises et qu'une organisation adaptée des unités de production soit faite. A tous les niveaux de la vie nationale, tout un chacun doit être sensibilisé au plus haut point sur l'importance et la nécessité de la maintenance industrielle afin :

1. de rendre performant et préserver ce qui est déjà acquis comme installations et équipement
2. De sauvegarder l'avenir pour que les erreurs passées ne se répètent plus notamment dans le choix judicieux des équipements.

Quangraoué Lassané
Ingénieur - Consultant
Ouagadougou



Vendredi 19 Octobre 1990
année N° 1628
Prix : 100 F CFA

S O U W A Y A

Quotidien Burkinabe d'Information et de Mobilisation du Peuple

EIER

ECOLE INTER-ETATS DES INGENIEURS
DE L'EQUIPEMENT RURAL

Rentrée académique 1990 - 1991

Pour plus
de rigueur
dans le travail

Le mois d'octobre est généralement connu pour les élèves, étudiants et toutes les entités engagées dans le secteur de l'éducation comme une période de reprise des classes. Après le primaire, le secondaire, l'université, c'est au tour de l'Ecole Inter-Etats d'Ingénieurs de l'équipement rural (EIER) d'ouvrir ses portes pour accueillir ses élèves.

La rentrée académique 1990-1991 s'est matérialisée à l'EIER par une rencontre le mardi dernier entre les premiers responsables élèves, le corps professoral et d'autres personnalités. On pouvait noter la présence du ministre de l'Eau le camarade Sabné Kouanda, le président du conseil d'administration de l'EIER monsieur Gouara Lassou, le nouveau directeur de l'école en la personne de monsieur Michel Guineaudau.

Dans son mot d'introduction le ministre de l'Eau le camarade Sabné Kouanda a d'abord souhaité la bienvenue au président du conseil d'administration. Puis il a fait état des décisions qui ont été prises par le conseil d'administration afin de permettre à l'école de jouer pleinement son rôle de consolidation des acquis. Il a ensuite passé le mot au président du conseil d'administration qui présentera à l'assemblée la tenue des élections qui ont été prises.

Page 3



Le présidium à la cérémonie officielle de rentrée académique. 2ème a partir de la droite, le nouveau directeur de l'EIER

SIAO

Tout est fin prêt

A TRAVERS LES PROVINCES

Houet

Page 4

Kossi

Nahouri

Bulkiemdé

Page 6

Namentenga

Page 7

Message au chef de l'Etat

A son Excellence le capitaine Blaise Compaore, Président du Burkina Faso Ouagadougou.

Comme suite à mon message en date du 05 septembre 1990 relatif à la tenue d'un sommet extraordinaire de la CEDEAO, j'ai l'honneur de vous informer que certains de mes pairs ont réagi à mon appel. Cet appel a été relayé par son Excellence Monsieur Félix Houphouët Boigny, Président de la République de Côte d'Ivoire.

Il apparaît après consultations que l'idée d'une conférence extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la CEDEAO soit acceptée.

Aussi, je propose ce qui suit :

- qu'une réunion des ministres des Affaires étrangères du Comité permanent de médiation composé des cinq pays soit convoquée à Banjul les 22 et 23 octobre 1990.

Le comité se réunira pour préparer le sommet. Les parties en conflit seront invitées à participer à la réunion et à signer un accord de cessez-le-feu.

- Que la conférence extraordinaire des chefs d'Etat se tienne à Yamoussoukro le 29 octobre.

J'espère que ces propositions rencontreront votre agrément. Le Secrétariat recevra des instructions pour prendre les dispositions nécessaires à la tenue de la réunion du comité permanent de médiation prévue à Banjul.

Dawda JAWARA, Président de la République de Gambie, Président de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO

N.B. : Le Président du Front populaire, chef de l'Etat, chef du Gouvernement a marqué son accord à la tenue d'un sommet



Le camarade ministre du Commerce et de l'Approvisionnement du peuple le camarade Sabné Kouanda, pourvu que le commerce soit développé.

Le ministre du commerce
et de l'Approvisionnement du peuple
rencontre les opérateurs économiques

Page 3

SEMINAIRE

La maintenance industrielle au Burkina Faso

Une structure nationale d'appui est nécessaire

Mercredi dernier a eu lieu à l'hôtel Indépendance de Ouagadougou la clôture du Séminaire national de sensibilisation et de réflexion sur la maintenance industrielle au Burkina Faso. Une centaine de participants ont, pendant deux jours, effectué un diagnostic complet de la notion de maintenance dans les différentes entreprises au Burkina. La cérémonie de clôture a été présidée par le camarade secrétaire général du ministère de la Promotion économique.

Ce séminaire s'inscrit un droit ligne dans le vaste programme de réhabilitation des entreprises qu'a entrepris le gouvernement révolutionnaire. Les participants ont donc à juste titre insisté sur la nécessité de mise en place d'une structure nationale d'appui en matière de maintenance. Les divers problèmes des entreprises en matière de maintenance ont été repartitionnés. Ils vont du manque de formation du personnel de maintenance au manque ou insuffisance de documentation technique en passant par l'insuffisance ou l'absence de budget de maintenance. Il y a aussi la mauvaise gestion, la mauvaise exploitation ou mauvaise maîtrise du

des ressources humaines, l'organe raison de la fonction maintenance et les échanges d'expériences et d'informations entre les entreprises. Des motions et recommandations ont été prises en vue de l'élaboration d'un plan national d'action. Ces motions recommandent entre autres, la valorisation de la fonction maintenance et la mise en place d'une structure nationale d'appui en matière de maintenance.

Partageant le souci et le point de vue des séminaristes, le représentant résident du PNUD s'est dit convaincu de la résolution des problèmes de l'entreprise burkinabè si les recommandations proposées étaient mises en oeuvre. Il a en



... de des seminaristes

manque de pièces de rechange se pose de façon accrue. Il a été discuté la vétusté des installations et des lieux de stockage. La liste des problèmes est exhaustive, de sorte qu'il n'y a plus de problème de maintenance et de réparation. Les participants ont également souligné l'importance de la planification et de la coordination des programmes de maintenance. Ces deux points de coordination et de coordination de points de vue ont permis aux séminaristes de dégager une stratégie de lutte à établir entre les pouvoirs publics et les opérateurs prévoyant la sensibilisation des décideurs et la formation

l'une assure les participants au séminaire du soutien et de la disponibilité du PNUD dans l'accomplissement des actions proposées. Le camarade secrétaire général du ministère de la promotion économique a exprimé sa satisfaction de son ministère quant aux résultats obtenus. Il a encouragé les uns et les autres à mettre en application les lignes et programmes de maintenance afin de contribuer à garantir les objectifs du 2e plan quinquennal de développement populaire. Il a également promis une prise en compte des dispositions faites par son ministère.

Morlence Kantiano

MINISTERE DE LA PROMOTION ECONOMIQUE
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

**SEMINAIRE NATIONAL DE
SENSIBILISATION ET DE REFLEXION
SUR LA MAINTENANCE INDUSTRIELLE
AU BURKINA FASO**

16-17 OCTOBRE 1990

à l'HOTEL INDEPENDANCE - OUAGADOUGOU

Organisé en collaboration avec
l'Organisation des Nations Unies pour
le Développement Industriel (ONUDI)

RAPPORT DES PARTICIPANTS

RAPPORT DES PARTICIPANTS**SOMMAIRE**

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1
II. LES PROBLEMES DE LA MAINTENANCE AU BURKINA FASO	2
III. POLITIQUE ET STRATEGIE DE MAINTENANCE	5
IV. RECOMMANDATIONS	6
4.1 Recommandations relatives à la valorisation de la fonction maintenance	6
4.2 Recommandation relative à la formation technique	7
4.3 Recommandations relatives à la documentation	8
4.4 Recommandations sur la problématique de l'approvisionnement en pièces détachées	9

I. INTRODUCTION

Depuis 1984, le Gouvernement burkinabé a entamé une vaste action de réhabilitation de diverses entreprises.

En 1987, après la deuxième consultation de l'ONUDI sur la formation de la main-d'oeuvre industrielle qui s'est tenue à Paris, une requête a été formulée par le Burkina Faso, en vue de définir une politique et stratégie nationales en maintenance industrielle.

C'est ainsi que du 16 au 17 octobre 1990 s'est tenu sous la présidence du Ministre de la Promotion Economique, le premier Séminaire National de Sensibilisation et de Réflexion sur la Maintenance Industrielle au Burkina Faso ayant pour objectif :

- à l'immédiat : de formuler des recommandations et de conseiller le Gouvernement dans sa prise de décision sur les modalités de la création d'une structure nationale d'appui en matière de maintenance industrielle
- à moyen terme : de contribuer à l'augmentation de l'efficacité des moyens de production du pays par :
 - une amélioration de la disponibilité technique
 - l'augmentation de la durée de vie des équipements et de leurs composantes,
 - une diminution des dépenses en devises pour l'importation de pièces et d'équipements,
 - le développement de ressources humaines contribuant ainsi à l'édification d'une économie auto-suffisante et planifiée.

II. LES PROBLEMES DE LA MAINTENANCE AU BURKINA FASO

Sur base d'un diagnostic effectué pendant la phase I du projet ONUDI, et à la lumière des travaux des interventions durant le Séminaire de Sensibilisation et de Réflexion sur la Maintenance Industrielle au Burkina Faso du 16 au 17 octobre 1990, les problèmes qui se présentent à l'heure actuelle peuvent se résumer comme suit :

- Le personnel

Malgré le courage et la bonne volonté du personnel de maintenance, on constate des lacunes dues à :

- une sous-estimation générale de l'importance de la formation professionnelle,
- une insuffisance de coordination entre les divers programmes de formation et l'absence d'un budget pour la formation du personnel de maintenance lors de l'achat de nouveaux équipements et de la réalisation de nouvelles usines.

- Les moyens matériels

La documentation technique est généralement incomplète, éparpillée et mal gérée, ce qui entraîne :

- une mauvaise exploitation et maîtrise du matériel,
- des problèmes pour le choix des pièces de rechange,
- des pertes de temps pour la recherche des pannes et leur réparation,
- des démontages et remontages difficiles.

- Les pièces de rechange

Le problème de manque de pièces de rechange, qui se pose de manière accrue, est dû essentiellement à :

- un mauvais choix des pièces par manque d'information, une codification inadéquate et une mauvaise désignation,
- une gestion des stocks inefficace,
- un mauvais stockage dans les magasins,
- une consommation trop élevée due à une mauvaise maintenance et à un état déficient des installations,
- un délai de livraison trop long ou à l'abandon de la fabrication par les constructeurs.

- Les ateliers de maintenance

Le parc de machine-outils qui est en moyenne très vétuste, de différentes marques et origines diverses, ne donnent plus la précision requise pour les pièces.

Le manque d'informations et de matières premières entrave davantage la situation.

- Les appareils de contrôle et de mesure

Les appareils de contrôle et de mesure manquent ou sont généralement défectueux.

Des appareils de métrologie de grande précision ne sont pas disponibles ou ne donnent plus la précision requise.

- Les coûts et budgets de maintenance

- Dans 80 % des entreprises, les coûts de maintenance ne sont pas recensés et se limitent à ceux des pièces de rechange et du personnel.

Ces coûts sont en plus difficilement maîtrisables à cause de :

- l'inexistence de budgets prévisionnels pour la maintenance
- l'insuffisance de la collecte des données
- le manque d'un système de comptabilité analytique.

- La sensibilisation à la maintenance

Bien que les responsables d'usine soient assez conscients de l'importance de la maintenance, cette fonction reste pour la plupart du temps sous-estimée, voire même négligée.

Cela se sent notamment :

- au moment de l'achat des équipements par rapport aux dispositions concernant la documentation technique, ou autres dispositions en matière de maintenance
- dans la gestion des pièces de rechange
- dans la formation du personnel de maintenance
- à travers le budget attribué à la maintenance, etc.

La maintenance est presque toujours considérée comme fonction de réparation et de dépannage et pas comme fonction productive de prévention de pannes, de diminution du temps d'arrêt des installations et d'augmentation de la maintenance de l'équipement.

- L'organisation

L'absence quasi-totale de formalisation de l'organisation de la maintenance dans les entreprises, entraîne des difficultés de délimitation des tâches et entrave les travaux de maintenance. Les descriptions de postes sont inexistantes.

La mauvaise conception et définition des travaux provoque des pertes de temps, d'énergie, d'argent et en plus diminue la sécurité dans l'exécution des travaux.

- Méthodes et préparation du travail

La saisie des informations se fait à partir de l'expérience et la mémoire des techniciens.

Dans environ 50 % des cas, aucune planification n'est faite, d'où l'impossibilité de prévision et de respect des délais des interventions.

Du point de vue des méthodes et de la préparation du travail, on constate qu'aucune recherche systématique de méthodes pour améliorer la maintenance et pour augmenter la disponibilité des pièces de rechange n'existe.

- Les équipements de production

Il ressort que, mis à part les installations réhabilitées récemment, 30 % des équipements sont trop vétustes ou usés, et 20 % du patrimoine industriel sont à l'arrêt ou présentent des pannes fréquentes.

L'indisponibilité de pièces de rechange fait que certains équipements actuellement en état de marche, sont surchargés pour atteindre la production et risquent de tomber en panne définitivement.

Une trop faible attention est prêtée au nettoyage et à la propreté des machines, ce qui est pourtant le premier acte de la maintenance.

L'inexistence de standardisation crée des problèmes à divers niveaux conduisant à :

- un gonflement des stocks,
- une formation supplémentaire imposée par la diversification du matériel,
- une perte de temps pour les interventions de maintenance,
- des difficultés de transfert et de maîtrise de la technologie.

- Les nouveaux investissements

Dans la préparation de nouveaux projets d'investissement, on constate que le concepteur ne dispose souvent pas de l'expérience d'exploitation dans un environnement difficile.

Trop peu d'importance est accordée à l'élaboration des cahiers de charge, en particulier en ce qui concerne la maintenance.

L'étude et la sélection des offres sont souvent négligées et les agents de maintenance n'y sont pas associés.

Les équipes de montage du fournisseur ou des constructeurs ignorent souvent les conditions locales et le montage n'est pas assez suivi par le client.

On constate un manque de planning de la formation professionnelle en maintenance. Par ailleurs, le personnel de maintenance arrive généralement trop tard et est mal préparé et informé.

III. POLITIQUE ET STRATEGIE NATIONALE DE MAINTENANCE

Une politique et une stratégie de maintenance doivent être formulés à deux niveaux :

1. Au niveau du Gouvernement
2. Au niveau de l'entreprise.

1. Au niveau du Gouvernement, la politique doit viser deux objectifs :
 - l'augmentation de la production existante
 - la sauvegarde de la production dans l'avenir.

La stratégie à mettre en oeuvre est d'abord à court terme (à savoir : ressources humaines, documentation, gestion, pièces de rechange, instrument financier en concertation entre le pouvoir public et l'opérateur) et également à moyen terme (négociation de contrats, acquisition d'équipements pour la réhabilitation, les nouveaux projets, etc.).

2. Au niveau de l'entreprise, la politique et la stratégie de maintenance doivent viser la sensibilisation des décideurs, la formation des ressources humaines, l'organisation de la fonction maintenance et les échanges d'expériences et d'information entre les entreprises.

Il est donc possible d'en déduire un plan d'action en 9 points :

1. la définition d'un plan national de maintenance
2. la mise en place d'un processus de promotion, sensibilisation
3. la fourniture de conseils et d'assistance technique
4. la garantie de la formation des ressources humaines
5. la rationalisation de l'acquisition des équipements
6. la promotion de la fabrication nationale des pièces de rechange et leurs reconditionnement
7. la promotion d'un ingéniorat de conseil national
8. la création et le renforcement d'une structure d'appui et de restructuration
9. la mise en oeuvre des actions diverses et ponctuelles.

Le plan d'action, pour porter ces fruits, doit mettre en oeuvre une concertation entre les pouvoirs publics et tous les opérateurs industriels.

D'autre part, la mise en oeuvre des 9 points du plan d'action doit être coordonnée dans le temps et dans l'espace afin d'optimiser les résultats.

D'où l'importance du rôle que devra jouer la structure d'appui prévue au point 8.

Au terme des travaux, les séminaristes ont formulé des recommandations et motions, reprises ci-dessous.

IV RECOMMANDATIONS**4.1 Recommandations relatives à la valorisation de la fonction maintenance**

Conscient du rôle déterminant de la maintenance pour la sauvegarde des ateliers, unités de production et partant, de l'avenir du développement industriel du Burkina Faso, le séminaire recommande la valorisation de la fonction maintenance au sein des entreprises par :

- premièrement : la définition d'une politique conséquente en matière de maintenance
- deuxièmement : le recrutement et la formation d'un personnel qualifié
- troisièmement : l'allocation d'un budget réaliste
- quatrièmement : l'association du maintenancier dans le choix des outils et d'équipements de production
- cinquièmement : la sensibilisation des conducteurs et opérateurs à une meilleure utilisation du matériel dont ils ont la charge.

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

Le séminaire

4.2 Recommandation relative à la formation technique

- Considérant la place de la maintenance dans la rentabilité d'une entreprise,
- considérant l'importance de la formation initiale et continue du personnel de maintenance,
- considérant l'adéquation formation-emploi,
- considérant la relation école-entreprise,
- considérant l'apport de l'enseignement technique professionnel dans le développement et l'amélioration des qualifications professionnelles,

le séminaire de sensibilisation et de réflexion sur la maintenance industrielle tenue du 16 au 17 octobre 1990 à Ouagadougou recommande :

1. qu'un accent particulier soit porté à l'enseignement technique professionnel,
2. la mise en place d'un enseignement technique plus professionnalisé, adapté aux besoins des entreprises,
3. l'ouverture de sections maintenance industrielle, maintenance de systèmes automatisés et de mécanique d'entretien dans les établissements techniques du Burkina Faso,
4. la mise en place de la formation continue dans les établissements techniques afin de permettre une meilleure exploitation des potentialités y existant en matière de perfectionnement des travailleurs en général, et de perfectionnement du personnel de maintenance en particulier.

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

Le séminaire

4.3 Recommandations relatives à la documentation

Vu l'importance que joue la documentation technique (schémas électriques, mécaniques, hydrauliques, pneumatiques, plans d'ensemble, plans de détail, liste de pièces de rechange, manuel d'exploitation, etc.) dans l'entretien, la réparation, l'approvisionnement en pièces de rechange et l'exploitation rationnelle de l'équipement, le séminaire national de sensibilisation et de réflexion sur la maintenance industrielle au Burkina Faso, organisé les 16 et 17 octobre 1990 à Ouagadougou, recommande que désormais, lors de l'achat de nouveaux équipements, les directeurs de projet incluent nécessairement dans les clauses d'achat, la fourniture d'une documentation technique complète, claire et détaillée dans la langue de travail par le vendeur du matériel.

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

Le séminaire

4.4 Recommandations sur la problématique de l'approvisionnement en pièces détachées

- Considérant que la maintenance a pour but d'assurer la disponibilité des installations et infrastructures de production,
- considérant les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées auxquelles sont confrontées les différentes unités industrielles de production pour le maintien de leurs équipements en état permanent d'utilisation;
- considérant que les immobilisations du matériel par manque de pièces détachées portent d'énormes préjudices au délai d'exécution des projets de développement,

le Séminaire National de Sensibilisation et de Réflexion sur la Maintenance Industrielle au Burkina Faso, tenu les 16 et 17 octobre 1990 à Ouagadougou, recommande :

1. qu'une plus grande attention soit accordée à la promotion de la fabrication locale des pièces de rechange par l'assistance financière aux ateliers mécaniques,
2. que les autorités exigent des fournisseurs le respect des clauses contractuelles pour assurer plus efficacement les services après vente par l'approvisionnement dans des délais raisonnables les pièces détachées et de matières premières nécessaire à la maintenance des équipements,
3. que les soucis de standardisation, émis par les maintenanciers, soient pris en compte lors de l'acquisition de nouveaux équipements pour une meilleure maîtrise des difficultés liées à l'approvisionnement des pièces détachées.

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

Le séminaire

Le séminaire, considérant les problèmes de maintenance évoqués durant le séminaire et le besoin maintes fois souligné, d'une structure d'appui, recommande la mise en place d'une structure nationale d'appui en matière de maintenance.

MOTION DE REMERCIEMENT A L'ONUDI

Le Séminaire National de Sensibilisation et de Réflexion sur la Maintenance Industrielle au Burkina Faso, tenu les 16 et 17 octobre 1990 à Ouagadougou à l'Hôtel Indépendance, adresse ses vifs remerciements à l'ONUDI pour l'assistance au Gouvernement Burkinabé dans la prise de décision sur la création d'une structure nationale d'appui en matière de maintenance

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

Le séminaire

MOTION DE REMERCIEMENT ET DE SOUTIEN AU FRONT POPULAIRE

Le Séminaire National de Sensibilisation et de Réflexion sur la Maintenance Industrielle au Burkina Faso, tenu les 16 et 17 octobre 1990 à Ouagadougou, adresse ses vifs remerciements au Front Populaire pour avoir permis la concertation entre professionnels de la maintenance industrielle et soutient le Front Populaire dans sa politique de développement du secteur industriel.

La Patrie ou la Mort, nous vaincrons !

Le séminaire